Arrêté fédéral sur le relèvement des taux de la taxe sur la valeur ajoutée en faveur de l'AVS/AI

du 20 mars 1998 (Etat le 1^{er} janvier 1999)

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu l'art. 41^{ter}, al. 3^{bis}, de la constitution fédérale¹;
vu le message du Conseil fédéral du 1^{er} mai 1997²,
arrête:

Art. 1 Relèvement des taux de la TVA

Afin que le financement de l'assurance-vieillesse et survivants et de l'assurance-invalidité soit garanti, les taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sont relevés comme suit:

- a. le taux ordinaire visé aux art. 8, al. 2, let. e, ch. 3, et 8^{bis} des dispositions transitoires de la constitution fédérale est relevé de 1 point;
- b. le taux réduit visé aux art. 8, al. 2, let. e, ch. 1 et 2, et let. h, ch. 3, et 8^{bis} des dispositions transitoires de la constitution fédérale est relevé de 0,3 point;
- c. le taux spécial grevant les prestations du secteur de l'hébergement, fixé dans l'arrêté fédéral du 22 mars 1996³ instituant un taux spécial de la taxe sur la valeur ajoutée pour les prestations du secteur de l'hébergement, est relevé de 0,5 point.

Art. 2 Utilisation des recettes

¹ La totalité des recettes provenant du relèvement des taux de la TVA est affectée à l'assurance-vieillesse et survivants, sous réserve de l'al. 3.

² 17 % des recettes provenant du relèvement des taux de la TVA sont crédités au fur et à mesure à la réserve de la Confédération pour l'assurance-vieillesse et survivants. Cette réserve ne porte pas intérêt.

³ Le Conseil fédéral peut disposer que 10 % au plus des recettes provenant du relèvement des taux de la TVA soient utilisés pour financer l'augmentation des dépenses de l'assurance-invalidité dues à l'évolution démographique. Dans ce cas, 37,5 % de cette part sont crédités à la réserve de la Confédération pour l'assurance-invalidité.

⁴ Le Conseil fédéral règle la procédure de versement des différentes parts des recettes au fonds de compensation de l'assurance-vieillesse et survivants.

Art. 3 Dispositions finales

¹ Le présent arrêté, qui est de portée générale, est sujet au référendum facultatif.

² Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

³ L'Assemblée fédérale abroge le présent arrêté à la demande du Conseil fédéral si les conditions fixées à l'art. 41^{ter}, al. 3^{bis}, de la constitution fédérale, ne sont plus remplies.

RO 1998 1803

¹ [RS 1 3; RO 1994 266]

² FF 1997 III 681

³ [RO 1996 2379. RO 2000 1300 art. 91]